

Maître d'Ouvrage

SCP HUVEY/GAUDRE/NOEL/DIMECH

Rue de Bretagne
61000 ALENCON

AMENAGEMENT D'UN OFFICE NOTARIAL

Rue de Bretagne
61000 ALENCON

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

PHASE DCE

CCTP

Lot 14 – SOLS SOUPLES

Document établi en Janvier 2014



SARL D'ARCHITECTURE

Architecte – Mr PERRICHOT

AUA de l'OUEST

Rue Benjamin Bohain - BP 11
61001 ALENCON

SOMMAIRE

1.	GENERALITES.....	3
2.	GENERALITES SOLS SOUPLES.....	6
3.	PRESCRIPTIONS PARTICULIERES – SOLS SOUPLES.....	9
3.1.1	Ragréage support ancien	9
3.1.2	Revêtement de sols en lés	10
3.1.3	Revêtement de sols souples EN DALLES	10
3.1.4	Revêtement PVC compact en lés	10
3.1.5	Bande de podotactile.....	11
3.1.6	Barre de seuil	11
3.1.7	Nez de marche	11
3.1.8	Nez de marche	11
3.1.9	Tapis de propreté	11
4.	TRAVAUX EN OPTION	11
4.1.1	Revêtement PVC compact en lés	11
4.1.2	Revêtement PVC en dalles	12
4.1.3	Revêtement de sols souples EN DALLES	12

LOT N°14 – SOLS SOUPLES

1. GENERALITES

1.1 Objet

Ce document a pour but de préciser la consistance des travaux concernant le lot :

sols souples

1.2 Consistance des travaux

La localisation des ouvrages résulte des plans, détails, coupes et façades établis par l'Architecte, le présent descriptif complétant ceux-ci, sans toute fois être exhaustif.

A partir du bâtiment et du terrain existant, l'entrepreneur devra tous les ouvrages nécessaires à la parfaite exécution des travaux, selon les règles

1.3 Plan de référence

Se référer aux prescriptions communes

1.4 Consistance de l'Offre

L'entrepreneur devra prévoir dans son offre toutes fournitures et façons nécessaires au parfait achèvement de ses ouvrages.

Il est réputé parfaitement connaître les lieux et avoir intégré dans son offre l'ensemble des contraintes liées au site.

Le chapitre "PRESCRIPTIONS COMMUNES TOUS CORPS D'ETAT" s'applique au présent lot. L'entrepreneur devra prendre connaissance de la totalité des lots constituant le C.C.T.P. et ceci afin de déceler les incompatibilités éventuelles entre les différents ouvrages et être parfaitement renseigné sur l'ensemble des travaux.

Les plans et C.C.T.P. se complètent mutuellement.

L'entrepreneur doit remédier par ses connaissances techniques et pratiques à toute erreur ou omission qui aurait pu se glisser dans l'établissement du Descriptif des travaux, en tenant compte que ceux-ci doivent être complétés et exécutés selon les Règles de l'Art et les normes en vigueur.

Les prix seront donc réputés comme tenant compte de tous les aléas et sujétions en rapport avec la nature de l'ouvrage à réaliser.

L'entrepreneur doit prévoir dans son offre, l'ensemble des sujétions nécessaires à la parfaite exécution de ses ouvrages, les échafaudages, les moyens de levage, les incidences des transports, les protections collectives et particulières demandées par le CSPS et la réglementation en vigueur.

1.5 Précautions et nettoyage pendant les travaux

L'entrepreneur devra tenir compte dans son offre de :

La protection des matériels du présent lot jusqu'à la réception.

La protection des ouvrages conservés

Toutes les parties de chantier devront être livrées prêtes, en conséquence, le nettoyage devra être particulièrement soigné. Les locaux devront être débarrassés de tout matériel outillage, chutes de matériau, etc... le chantier sera remis en parfait état de propreté.

1.6 Réduction des nuisances de chantier

L'entreprise s'engage à réduire les nuisances liées à son activité sur ce chantier, et notamment sur les thématiques suivantes :

La perturbation du trafic
La dégradation visuelle du site
Les nuisances sonores
L'émission de poussières et de boue
Le rejet de produits polluants
La gestion des déchets

1.7 Sécurité incendie

L'entrepreneur est responsable des dispositifs de lutte contre les incendies pendant toute la durée du chantier.

Les matériaux inflammables doivent être stockés dans des zones très délimitées et dans les quantités strictement nécessaires à la consommation journalière.

Les dépôts de carburant sont soumis à la réglementation en vigueur, selon leur nature et leur importance.

1.8 Textes réglementaires

L'entrepreneur devra se conformer à l'ensemble des dispositions et obligations en vigueur en matière de sécurité et de protection de la santé et notamment :

loi N°93-1418 du 31 Décembre 1993

décret N°94.1159 du 26 Décembre 1994 relatif à l'intégration de la sécurité et de la santé et lors des opérations de construction

décret N°95.543 du 4 Mai 1995 relatif au CISSCT

décret N°95.607 du 6 Mai 1995 modifiant le code du travail

P.G.C.S.P.S

Les documents énoncés ci-dessus font partie intégrante du présent document.

Le soumissionnaire spécialiste est rigoureusement tenu de se conformer aux clauses, spécifications et recommandations contenues dans ces ouvrages particuliers, ceux-ci complètent le CCTP. En cas de contradictions avec le CCTP, ces ouvrages particuliers seront prioritaires.

1.9 Reconnaissance des lieux

L'entrepreneur devra avant la remise de son offre, obligatoirement se rendre sur les lieux pour juger les travaux à exécuter et devra prendre en compte dans son offre les éléments suivants :

-Avoir pris pleine connaissance du plan de masse et de tous les documents utiles à la réalisation des travaux, de tous les éléments en relation avec l'exécution des travaux.

L'état du terrain

Les contraintes dues à la surface du terrain, à la réglementation locale, aux conditions climatiques normalement prévisibles, aux exigences du Maître d'ouvrage, à l'environnement.

Les conditions d'accès.

Les demandes d'occupation des sols temporaires du domaine public seront faites par l'entreprise en fonction de ses besoins et les frais correspondants seront à la charge de la présente entreprise.

Avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leurs particularités.

Avoir pris pleine connaissance de toutes des sujétions relatives aux lieux des travaux, aux abords, à la protection des existants, ainsi qu'à l'organisation et au fonctionnement du chantier (installation de chantier, éloignement des décharges publiques ou privées, maintien en service des allées de circulation, accès des véhicules aux divers bâtiments, proximité des réseaux, etc...)

L'entrepreneur devra procéder sur place à toutes mesures complémentaires, à toutes vérifications et tous autres relevés qu'il jugerait nécessaires, afin d'apprécier la nature et l'importance des travaux à réaliser.

1.10 Obligations

L'entrepreneur contracte l'obligation d'exécuter l'intégralité des travaux de sa profession nécessaires au complet achèvement de ses travaux, conformément aux Règles de l'Art de bâtir et aux règlements en vigueur, quand bien même, qu'il n'en serait pas fait mention à la partie traitée.

L'entreprise est informée que le CCTP ne peut être considéré comme limitatif ; ce qui implique, après lecture du dossier, la prise en charge de toutes prestations annexes pour un parfait achèvement même si celles-ci ne sont pas explicitement écrites.

En conséquence, l'entrepreneur ne pourra, en aucun cas, arguer des erreurs ou omissions aux plans et CCTP, pour se dispenser d'exécuter intégralement tous les ouvrages nécessaires à l'achèvement des travaux, de même qu'aucun supplément ne sera accepté à ce titre après la remise de son offre.

L'entreprise ne pourra se prévaloir d'une interprétation tendancieuse ou erronée d'un détail pour prétendre ne pas en devoir l'exécution.

Aucune majoration ne pourra être admise dans les limites où les éléments nécessaires pourront être recueillis sur place ou découler des précisions données au présent C.C.T.P. en ce qui concerne l'emplacement du chantier, les sujétions spéciales, etc... et dans tous les cas où les connaissances professionnelles de l'entrepreneur pourront suppléer aux lacunes, erreurs ou omissions des plans et du C.C.T.P.

Pendant toute la durée de l'accomplissement de son marché et avant même l'exécution de ses travaux, l'entrepreneur est tenu d'une obligation de conseil et de renseignements vis à vis du maître d'Oeuvre.

Tout ce qui précède indique clairement qu'une fois son prix remis et son marché signé, l'entreprise titulaire n'aura aucune possibilité d'arguer l'insuffisance des pièces du dossier pour réclamer des suppléments de prix ou de refuser l'exécution de certains ouvrages de son corps d'état.

Toutes précautions seront prises pour assurer la sécurité et pour éviter toutes nuisances aux usagers empruntant les voies attenantes au chantier

1.11 Echafaudages

L'entreprise devra prévoir dans son offre, sauf prescription contraire au C.C.T.P., toutes les sujétions d'échafaudages nécessaires pour exécuter ses ouvrages.

Les prescriptions du P.G.C.S.P.S sont à appliquer sur le chantier.

La fourniture, le montage, la location, la dépose et le transport des échafaudages fixes ou volants et appareils de levage sont à la charge et sous la responsabilité de l'entrepreneur qui devra se conformer à la réglementation et aux normes les concernant et se référer aux indications contenues dans le PGCSPPS.

1.12 Sécurité

Tous les ouvrages et installations doivent être établis conformément aux directives européennes, aux règlements nationaux et locaux et aux dispositions prescrites par l'inspection du travail, de manière à prévenir tout accident vis-à-vis des ouvriers, des tiers et des existants. L'entreprise devra se conformer à la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 et au décret n°94-1159 du 26 décembre 1994 qui prévoit la mise en place d'un Plan Général de Coordination en matière de Santé et de Protection de la Santé, fourni par le Coordonnateur de sécurité.

Pendant la période de préparation des travaux, l'entreprise et ses sous-traitants devront la rédaction de son PPSPS (Plan Particulier et de Protection de la Santé) qui sera soumis pour approbation au Coordonnateur de Sécurité et diffusé au Maître d'Œuvre
Les dispositions des décrets et textes d'application, tant relatives à la sécurité des travailleurs que des utilisateurs, devront être strictement respectées.

Le Coordonnateur de sécurité procédera à des visites périodiques pendant toute la durée des travaux et consignera toutes les remarques et observations sur un Registre Journal de coordination ayant trait à la sécurité et à l'hygiène des travailleurs.

Le maître d'Ouvrage, le Maître d'Œuvre et les entreprises seront informés expressément de ces remarques et observations périodiques. Les entreprises devront en tenir compte, y remédier et avoir en permanence sur le chantier une personne responsable de la sécurité et de la protection de la santé.

1.14 Hygiène et sécurité

L'hygiène et la sécurité du chantier seront assurées selon les dispositions du livre II, titre II du Code du Travail, en ce qui concerne les mesures de protections et de salubrité des travailleurs du bâtiment et les réglementations en vigueur (cf. PGCSPPS).

1.15 Protection des ouvrages

L'entrepreneur devra assurer la protection totale de ses ouvrages pendant et après leur exécution, et ceci jusqu'à la réception.

L'entrepreneur assurera l'enlèvement des protections en coordination avec l'entreprise chargée de nettoyage de parachèvement (lot peinture)

Dans le cas où des dégradations apparaîtraient après l'enlèvement des protections, l'entrepreneur du présent lot devra prévoir la remise en état de ses ouvrages.

2. GENERALITES SOLS SOUPLES

La localisation des ouvrages résulte des plans, détails, coupes et façades établis par l'Architecte, le présent descriptif complétant ceux-ci, sans toute fois être exhaustif.

Les travaux comprennent principalement :

Le présent C.C.T.P. a pour objet la description des travaux prévus pour l'exécution des revêtements de sols des bâtiments :

D'une façon générale, les travaux comprendront :

- la reconnaissance des subjectiles,
- la préparation des supports neufs et existants,
- la fourniture et la mise en oeuvre de tous produits nécessaires à la parfaite finition du travail,
- les sols et plinthes en tapis vinyle;
- le traitement des joints de dilatation dans ses revêtements;
- les protections complémentaires et particulières à l'exécution de ses travaux;
- la protection des ouvrages adjacents;
- l'enlèvement du matériel en excès et le nettoyage du chantier;
- les découpes et réservations pour les autres corps d'état, et en raccords;
- les relevés de cotes, traçages, calepinage de ses ouvrages;
- la vérification et la préparation des supports déjà en place,
- La fourniture de tous certificats demandés par le Maître d'œuvre
- La fourniture des DOE et du DIUO en fin de chantier.

2.1 NORMES ET REGLEMENTS

Pour la mise en œuvre et la fourniture des produits et matériaux du présent lot, l'Entrepreneur se conformera à tous les règlements techniques et administratifs, lois, décrets, arrêtés, Normes Françaises, DTU, etc... applicables au jour de la soumission et notamment :

Les documents techniques de base auxquels l'entrepreneur doit se référer, tant que les études que la qualité des matériaux et les conditions d'exécution, sont donnés ci-dessous.

La liste de textes indiqués ci-après ne revêt aucun critère exhaustif, elle est simplement un rappel des principaux textes de référence. L'entrepreneur ne saurait se prévaloir de l'omission d'un texte réglementaire pour prétendre s'y soustraire. Il est en effet censé connaître l'ensemble de la réglementation en vigueur.

- Norme NF P 62-202/1-1 Revêtements de sols.

- Norme NF P 62-203-1 et 2 Revêtements de sol plastiques collés.
- Norme NF P 74-202-1 et 2 Revêtements plastiques épais.
- Norme XP 05011 classement des locaux en fonction de leur résistance à la glissance.
- notice sur le classement UPEC et le classement UPEC des locaux et des revêtements des sols minces.
- avis techniques acceptés par le STAC des produits de ragréage, des matériaux de revêtement, des mortiers et colles.
- cahier des charges de préparation des ouvrages en vue de la pose des revêtements de sols minces, établis par le CSTB cahier 286 livraison 35
- règles professionnelles de préparation des supports courants en béton en vue de la pose des revêtements de sols minces, édités par l'Office Général des bâtiments T.P Janvier 1976
- CPT enduit de lissage et de ragréage pour la pose de sols minces (Cahier CSTB 3469 juillet 2003)
- CPT d'exécution des revêtements muraux intérieurs collés au moyen d'adhésifs sans ciment, cahier CSTB 1370.167, mars 1976
- CPT d'exécution des revêtements muraux intérieurs collés au moyen de mortier colles, cahier CSTB 1368.167, mars 1976
- CPT d'exécution des revêtements muraux intérieurs collés au moyen de ciments collés en milieu caséine, cahier CSTB 1370.167, mars 1976
- CSTB n°2999

Liste des certificats NF- UPEC des locaux en cours de validité à Septembre 1998 et publié dans cahier du CSTB n°3077 d'Octobre 1998

Du cahier des directives communes pour l'agrément des revêtements de sols plastiques - livraison 115 - cahier 1006 du C.S.T.B. décembre 1970 (Union Européenne pour l'agrément technique dans la construction " UEATC")

Du cahier des Prescriptions Techniques d'exécution des enduits de lissage de sols intérieurs (cahier N°1645 du C.S.T.B. livraison 208)

Recommandations professionnelles existantes

Les normes françaises définissant la qualité des matériaux;

Les avis techniques (A.T.) des fabricants.

Les fiches techniques, notices et mode d'emploi des fabricants.

Cette liste n'est pas limitative et pour l'ensemble des textes cités ci-dessus ou non, il sera toujours fait application de la dernière édition de mise à jour additive, rectificative, etc. en vigueur à la date fixée pour la remise des offres.

Dans le cas de superposition, le document le plus contraignant sera tenu comme document de référence.

2.2 Limite des prestations

Les prestations de l'entreprise comprennent :

- La fourniture des matériels et matériaux compris transport, déchargement, stockage et distribution sur le chantier,
- Les échafaudages et appareils de manutention,
- La préparation des supports
- La mise en œuvre,
- Le traitement des joints,

2.3 Mise en œuvre

L'entrepreneur doit, avant tout commencement d'exécution, vérifier que la surface du support est convenable. Tout commencement de travaux correspondra à une réception sans réserve des supports et formes livrés par les autres corps d'état. Des mesures de taux d'humidité seront effectuées, les résultats seront diffusés à la Maîtrise d'Oeuvre.

L'entrepreneur procédera aux ragréages et nettoyages nécessaires pour que les supports soient propres et sains, et en état de recevoir les revêtements prévus.

En cas de contestation, les supports litigieux seront remis en état par les entrepreneurs intéressés, puis vérifiés et acceptés par l'entrepreneur d'étanchéité.

L'entrepreneur fera son affaire des supports existants livrés dans l'état et devra toute adaptation pour la conformité de ses ouvrages.

Les soudures à chaud des revêtements seront effectuées conformément aux prescriptions du fabricant, par du personnel qualifié. Après arasement, la soudure ne devra présenter ni creux, ni saillie par rapport au revêtement.

2.4 Reconnaissance du support – Mesure d'humidité

Conformément au DTU 53.2 avant la mise en oeuvre de tout revêtement de sol PVC collé, la siccité de tout support ne doit pas dépasser le taux d'Humidité Relative d'Equilibre (HRE) de 85 %. Zoom sur les différentes méthodes de mesure du taux d'humidité, en fonction de la nature du support :

Pour un support bois, l'humidité est mesurée via un humidimètre à pointes, permettant d'évaluer la conductivité : plus le support est humide, plus celle-ci est élevée.

Pour les supports béton ou anhydrite, il existe trois méthodes :

L'étuve ventilée

Un prélèvement du matériau est analysé en laboratoire où il est placé en étuve ventilée à 70°C, puis pesé régulièrement jusqu'à un poids constant. C'est la perte de poids totale, rapportée à la masse sèche qui fournit la valeur du taux d'humidité au moment du prélèvement.

La bombe au carbure

Cette méthode consiste à mettre en réaction des prélèvements concassés. L'humidité contenue dans l'échantillon réagissant avec le carbure de calcium produit du gaz acétylène, dont la pression est convertie en taux d'humidité. A noter que cette méthode implique une destruction partielle du support lors de chaque prise de mesure.

L'humidité relative d'équilibre

Référencée dans le DTU 53.2 prenant effet le 5 avril 2007, cette méthode permet de mesurer l'Humidité Relative d'Equilibre et se révèle aussi précise que les méthodes précédemment citées, tout en étant moins destructive pour le support.

La mesure du taux d'humidité relative (HRE) au cœur du matériau s'effectue par insertion d'une sonde hygrométrique dans une cheville encastrée dans le support ou dans une cloche fixée en surface du support (en cas de plancher chauffant, par exemple). Si ce taux est inférieur ou égal à 85 %, les finitions peuvent être mises en oeuvre.

2.5 Aspect final des revêtements de sols

La planéité sera vérifiée avec règles plates de 2 m et de 0.20 m de longueur en tous sens. Elle ne devra pas accuser d'écart supérieur à 8 mm sous la règle de 2 m et 3 mm sous la règle de 0.20 m.

Il ne devra pas apparaître de différence de niveau à la jonction avec un autre revêtement.

2.6 Qualité et caractéristiques des matériaux

Les revêtements de sols devront posséder un classement UPEC répondant aux spécifications du présent document.

Les revêtements de sols et murs devront respecter la réglementation

Les revêtements de sols et murs devront respecter les prescriptions acoustiques

Les fiches techniques, les avis techniques (A.T.) et les P.V. d'essais des matériaux et matériels seront communiqués au maître d'œuvre et au contrôleur technique lors de la présentation des échantillons, ou au plus tard, pendant la phase d'étude.

Les revêtements de sols seront en lés soudables à chaud.

Les tapis seront traités en usine pour éviter l'application d'une émulsion auto-lustrante (métallisation) sur le site et faciliter l'entretien. Ce traitement devra être stable dans le temps.

Traitement type TOPLCEAN, PROTECSOL ou équivalent

Les tapis recevront en usine un traitement bactériostatique et fongistatique.

Pour assurer une planéité parfaite conforme aux exigences du D.T.U. il est dû au présent lot tous les enduits de surfacage nécessaires, avec un produit agréé.

Le produit employé possédera le même classement P que le revêtement de sol, conformément au C.P.T. d'exécution des enduits de lissage des sols intérieurs (Réf. Cahier C.S.T.B. 1835 de Mars 1983).

Réaction au feu : - sur support M0 = M3 minimum

Classement feu Euroclasses Cfl-s1 (équivalent M3)

Les revêtements de sol devront être à faible dégagement de formaldéhyde et conforme à la norme COV 2010.

COV Composés Organiques Volatiles

Les colles devront avoir le label EMICODE

L'entreprise devra fournir les fiches matériaux FDES (Fiche de Déclarations Environnementales et Sanitaires)

2.7 Réception des supports

L'entreprise du présent lot procédera à une réception des supports en présence du Maître d'œuvre de l'entreprise de gros-œuvre et des corps d'état techniques avant l'exécution de ses travaux. Tout défaut sera notifié immédiatement au Maître d'œuvre sur rapport de réception.

L'entrepreneur assumera tous les travaux modificatifs sur ses ouvrages dans le cas où il interviendrait sur le chantier sans cette réception préalable.

3. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES – SOLS SOUPLES

3.1.1 Ragréage support ancien

Élimination du film de colle existant par tous moyens appropriés.

Grattage des traces de mousse ou de débris d'envers de l'ancien revêtement déposé par le lot 1

Béton ou carrelage

Vérification de l'état de l'enduit de lissage existant et, si nécessaire, grattage et enlèvement des parties défectueuses ou non adhérentes, et réfection.

Ponçage, si nécessaire, et dépoussiérage.

Enduction d'un adjuvant d'accrochage, si besoin est.

Ouverture de la fissure à la meule ou à la griffe dans le cas de mortier pas très dur, sur une largeur et profondeur en fonction des dimensions de la fissure.

Nettoyage et dépoussiérage.

Dans le cas de fissure stabilisée : rebouchage au mortier spécial sans retrait après application d'un produit d'accrochage.

Dans le cas de fissure non stabilisée :

mise en place d'un fond de joint ;

garnissage avec un produit souple spécifique pour cet usage, finition légèrement en creux.

Reboucher les trous éventuels jusqu'à 2 cm de profondeur avec l'enduit de lissage Niveliss ou équivalent, jusqu'à 5 cm avec mortier de nivellement rapide type niveplus ou équivalent.

Laisser durcir

En cas de support fermé ou trop poreux (goutte d'eau absorbée en moins d'une minute), appliquer, au rouleau ou à la brosse, une couche du primaire selon recommandations du fabricant.

Carrelage

Refixer les carreaux décollés, poncer et appliquer un primaire WEBER Prim AD

Bois

Fixer les lames, ponçage pour enlever toutes traces de colles ou de cire

Réserver un joint périphérie de 3mm environ, et calfeutrement en matériaux incompressible.
Appliquer un primaire WEBER Prim AD

Application sur les sols d'un ragréage fibré forte épaisseur spécial rénovation type WEBER .NIV.DUR
Application selon recommandations du fabricant

Localisation :

Ensemble de locaux recevant un sol souple hors support amianté.

3.1.2 Revêtement de sols en lés

Sur les sols existants, pose collés de dalles de même épaisseur que les dalles en place.
Fourniture et pose d'une sous couche adhésive type GPI Renov tech, pose selon recommandations du fabricant

Fourniture et pose d'un revêtement de sol textile floque imprimé en lés de 2.00 de type Flotex.
Gamme Classic
Acoustique aux bruits de choc $\Delta LW = 19$ dB.
Traitement antimicrobien SanitizedR incorporé dans la masse
Classement UPEC U3sP3E2C*.

Localisation :

Bureau notaire 1- 2.

3.1.3 Revêtement de sols souples EN DALLES

Fourniture et pose d'un revêtement de sol textile floque imprime en dalles de 50 x 50 cm, de type Flotex.
Acoustique aux bruits de choc $\Delta LW = 19$ dB.
Traitement antimicrobien SanitizedR incorporé dans la masse
Classement UPEC U3sP3E2C*.

Localisation :

Accueil, hall/attente, bureau des négociations, salle des signatures, bibliothèque.

3.1.4 Revêtement PVC compact en lés

Fourniture et pose d'un revêtement de sol PVC hétérogène compact 2 mm en lés de 2 m classé U3 P3 E2/3 C2 type ETERNAL.
Revêtement composé d'une couche d'usure compacte transparente, groupe T d'abrasion, d'un envers calandré constitué de 50 % de matériau recyclé et d'une armature en voile de verre

Le revêtement devra bénéficier d'un traitement de surface PUR Pearl™
Pose collé selon recommandations du fabricant

Caractéristiques techniques :

ETERNAL 2 MM U3 LES de FORBO FLOORING SYSTEMS

Localisation :

Bureau comptabilité, bureau Clerc 1-2-3-4, bureau formaliste, dégagement 1, dégagement 2, local info, sanitaires, ménage, sanitaires PMR, bureau Clerc 5-6, dégagement 3, WC1, local social, sanitaire et dégagement
Compris habillage des marches et contremarche des emmarchements dans dégagement 1 avec contraste visuel des 1^{ères} et dernières contremarches

- 3.1.5 Bande de podotactile
Fourniture et pose de bande podotactile, teinte au choix du maître d'œuvre dans la gamme du fabricant
Pose collée, colle PU bi composant

Localisation :

Arrivée de chaque palier de l'escalier principal

Arrivée de chaque emmarchement dans dégagement 1

Bande posée en haut des escaliers, à 0.50cm de la dernière marche

- 3.1.6 Barre de seuil
Fourniture et pose de barre de seuil en alu incolore « Européen » percé et fraisé
Largeur 40 mm Fixation par vis.

Localisation :

Selon plan, à chaque passage de porte entre deux revêtements différents.

- 3.1.7 Nez de marche
Fourniture et pose de nez de marche en alu avec bande antidérapante de couleur au choix de l'architecte.
Nez de marche gamme Tecniromus Type EC 1
Profil livré percé et fraisé
Fixation par vis.

Localisation :

Ensemble des marches dégagement 1.

- 3.1.8 Nez de marche
Fourniture et pose colée de bande antidérapante de couleur au choix de l'architecte.

Localisation :

Ensemble des marches le l'escalier principale

- 3.1.9 Tapis de propreté
Fourniture et pose d'un tapis de propreté Type FORBO CORAL Brush activ ou équivalent.
Tapis avec bordure en lisières au 4 cotés

Localisation :

Accueil 1.50x2.00

Dans cadre existant de la trappe située dans le dégagement 1.

4. TRAVAUX EN OPTION

- 4.1.1 Revêtement PVC compact en lés
L'entreprise chiffrera en option la fourniture et pose d'un revêtement en dalles FORBO Gamme Allura 070

Localisation :

Bureau comptabilité, bureau Clerc 1-2-3-4, bureau formaliste, dégagement 1, dégagement 2, local info, sanitaires, ménage, sanitaires PMR, bureau Clerc 5-6, dégagement 3, WC1, local social, sanitaire et dégagement

4.1.2 Revêtement PVC en dalles

Fourniture et pose de revêtement en dalles PVC type 2 TEC 2, gamme Tiles ST Série référence MOONROCK

Dalle comprenant un noyau en fibre de verre, enveloppé de vinyle et mêlé dans une couche de caoutchouc

Pose collée en damier ou à l'anglaise selon choix de l'Architecte.

La colle préconisée par le fabricant est la Blitzfix, de la société Wulff GmbH ou tout autre produit comparable.

Pour des distributeurs locaux contacter info@wulff-gmbh.de.

Localisation :

Accueil, hall/attente, bureau des négociations, salle des signatures, bureau notaire 3-4, bibliothèque.

4.1.3 Revêtement de sols souples EN DALLES

Fourniture et pose d'un revêtement de sol textile floque imprimé en dalles de 50 x 50 cm, de type Flotex.

Acoustique aux bruits de choc $\Delta LW = 19$ dB.

Traitement antimicrobien SanitizedR incorporé dans la masse

Classement UPEC U3sP3E2C*.

Localisation :

Bureau notaire 3-4, bibliothèque.

NOTA : Tout ce qui n'est pas implicitement décrit dans le présent CCTP et qui s'avère nécessaire pour une bonne fin des travaux est à la charge de l'entreprise

A..... le 2014

Cachet et signature de l'entreprise

